

pas reconnus par une province. Pour certains témoins, autrement dit, la définition des études postsecondaires dans les lignes directrices est trop restrictive et beaucoup de programmes qui ne cadrent pas avec cette définition sont à la fois utiles et intéressants pour les autochtones.

Par exemple, le Comité de l'éducation postsecondaire de l'Union des Indiens du Nouveau-Brunswick a affirmé que les programmes de formation professionnelle d'une durée d'un an offerts par Emploi et Immigration Canada ne répondaient pas aux besoins des autochtones :

Le problème est que ces programmes d'études professionnelles sont parrainés par la CEIC et que la priorité de la CEIC, c'est le Canada dans son ensemble et éventuellement, dans certains cas, la région. Voilà pourquoi, si l'on a un surplus d'électriciens au Nouveau-Brunswick, on décide d'arrêter de former des électriciens. Un Indien qui veut être électricien parce qu'il y a du travail dans ce secteur dans sa réserve—en fait, avec la formation requise et un permis d'exercer, il pourrait avoir du travail rémunéré chez lui—se retrouve sur la liste d'attente de la CEIC jusqu'à ce que cette dernière modifie ses priorités et qu'elle arrête de dire qu'elle ne peut former que 25 électriciens de plus cette année-là pour l'ensemble de la province du Nouveau-Brunswick. (Fascicule 9:30)

M<sup>me</sup> Pam Heavyhead a donné des exemples de collègues indiens dont les programmes n'ouvrent pas droit à une aide financière aux termes de la nouvelle politique :

Le *Red Crow College*, situé dans notre réserve, est un programme satellite du collège communautaire de Lethbridge et de l'université. Ce programme n'est pas reconnu dans la politique. Nous n'avons pas de charte provinciale. C'est un processus tout à fait distinct. Nous ne sommes pas protégés parce que l'on refuse de financer des étudiants qui sont dans un établissement non reconnu par la province. Là encore, nous sommes limités dans notre choix d'établissement. (Fascicule 9:40)

Alors que le ministre a affirmé que le système de bourses d'encouragement a été modifié à la demande des autochtones, les mémoires présentés au Comité critiquaient souvent les changements apportés par les nouvelles lignes directrices à cet égard. Bon nombre d'autochtones semblent offusqués de ce que le ministère décide de l'importance relative des divers types de bourses et détermine les domaines d'études stratégiques.

Dans le mémoire qu'elle a soumis au Comité, la *Ontario Native Women's Association* a dit ce qui suit :

Les bourses et autres stimulants sont une excellente idée, mais pourquoi ne représentent-ils que 5 p. 100 du budget total? En incluant les bourses dans le budget global, on se contente de les déplacer d'un secteur à un autre et de donner aux étudiants qui obtiennent les notes requises un montant disproportionné des fonds s'il y a un excédent ou un manque supérieur ou inférieur à 5 p. 100. Les